

AUX LARMES, CITOYENS

La démission de Nicolas Hulot, en France, est révélatrice du fossé qui se creuse partout en Europe entre élus et société civile. C'est le cas en matière d'environnement, un ministère devenu piège. Mais aussi sur le plan de la gouvernance comme en témoigne, chez nous, l'exemple des mouvements citoyens qui ne parviennent pas à émerger. Notre enquête.

PAR OLIVIER MOUTON

Je ne veux plus me mentir. » Des trémolos dans la voix, Nicolas Hulot annonce, le 28 août dernier, sa décision de quitter le gouvernement français. En charge du ministère de la Transition écologique et solidaire, cette personnalité ultrapopulaire issue de la société civile avoue sa souffrance, confie ne pas vouloir tomber dans le cynisme et reconnaît : « Je me suis surpris à des moments à abaisser mon seuil d'exigence. » En voyant son expression dévastée, on ne peut s'empêcher de penser à une autre figure emblématique de l'équipe d'Emmanuel Macron, Françoise Nyssen, ministre de la Culture et ancienne patronne des éditions Actes Sud, exprimant sa « sidération » devant la violence du monde politique. Contestée sur son bilan, elle est désormais menacée par des révélations sur des infractions urbanistiques commises alors qu'elle était cheffe d'entreprise. N'en jetez plus ? Stéphane Bern, l'animateur royal chargé par le président Macron d'une mission pour la défense du patrimoine, menace, lui aussi, de se retirer parce qu'il a la sensation de ne servir que de « cache-misère ». Et, dans le cadre du remaniement annoncé par Emmanuel Macron, l'ancienne championne d'escrime Laura Flessel, ministre des Sports a, elle aussi, annoncé son départ. Ces malaises symbolisent le fossé de plus en plus grand qui se creuse entre le monde politique et la société civile, dans l'Europe entière. Avec, dans bien des cas, des révolutions populistes à la clé.

« Les vécés sont fermés de l'intérieur »

Les partis traditionnels tentent, en vain, de tendre la main, quitte à recruter des personnalités en guise de seuls attrape-voix. Mais, le plus souvent, cela se solde par des

échecs. Chez nous, tout le monde se souvient du bref passage de Marc Wilmots sur les bancs du Sénat, en 2003, après avoir recueilli plus de 100 000 voix de préférence, clôturé en fin de mandat par cette phrase restée célèbre : « Comment marquer vu qu'il n'y a pas de but ? » Le futur sélectionneur national n'était évidemment pas à sa place au sein d'une assemblée n'ayant aucune compétence en matière de sport. Cette erreur de casting n'est pourtant qu'un des nombreux exemples de passages chaotiques et en définitive décevants de personnalités issues d'autres secteurs – entreprises, médias, associatif... –, de l'homme d'affaires Philippe Bodson (au MR) à Jean-Denis Lejeune (au CDH) en passant par Carine Russo (Ecolo), entre autres.

Jean-Claude Defossé, ancien journaliste d'investigation vedette de la RTBF, est l'un de ces « visages » qui a brièvement rejoint l'univers politique, entre 2009 et 2014. Un flop. « Le sentiment que j'en ai retiré, c'est que les "vécés étaient fermés de l'intérieur", ironise-t-il en paraphrasant la vieille comédie de Patrice Leconte. J'ai accepté d'entrer en politique à 68 ans. Sur un coup de tête, même si c'était parfaitement cohérent avec mes engagements idéologiques. J'ai vite compris que je n'étais pas fait pour ça. C'est un monde qui a ses propres codes et des modes de fonctionnement très particuliers. La grande erreur que beaucoup de journalistes font, c'est de penser que parler de la politique ou en faire, c'est la même chose. Pas du tout ! En tant que journaliste, vous avez une liberté et une indépendance sans équivalent. » Du jour au lendemain, Defossé s'est senti prisonnier.

« Je me suis souvent retrouvé en porte-à-faux avec les positions de mon parti, poursuit l'ancien parlementaire bruxellois Ecolo. Je me situe plutôt à gauche, mais j'ai voté avec les libéraux en →

« La politique est un monde qui a ses propres codes et des modes de fonctionnement très particuliers »

→ faveur de l'interdiction des signes conventionnels à l'école, par exemple. J'ai été considéré comme un traître. En réalité, vous devenez rapidement une sorte de presse-bouton. Au Parlement, quand vous avez envie de poser une question pour contrôler le travail d'un ministre, vous devez la donner au secrétaire politique du groupe, qui la transmet au chef de groupe, qui la présente à la réunion des chefs de groupe où il y a des quotas selon la représentativité des partis... Ouf ! Je ne me suis jamais adapté à ces lourdeurs. » Pour celui qui était habitué à dégainer ses enquêtes sur les grands travaux inutiles, ces pratiques deviennent rapidement rédhitoires. « J'étais dans un parti qui participait au pouvoir dans les Régions et les Communautés, mais qui était dans l'opposition au fédéral. Si j'avais été sénateur comme j'aurais pu l'être ou si j'avais pu être clairement dans l'opposition, peut-être aurais-je pu faire un travail redoutable... »

Le départ inopiné de Nicolas Hulot ? Ce franc-tireur le comprend, ô combien. « Au gouvernement, Nicolas Hulot devait participer à un jeu d'équipe, sans pouvoir exprimer ses états d'âme. Ce devait être intenable pour un homme de convictions. Il a cédé au baratin d'Emmanuel Macron, qui doit être un champion, mais s'il ne lui a pas téléphoné avant d'annoncer sa démission, c'est sans doute pour éviter qu'il ne le baratine à nouveau. »

« La quadrature du cercle politique »

Emily Hoyos a, elle aussi, pris la pleine mesure du fossé croissant entre élus et société civile. Venue du mouvement étudiant et de la Ligue des familles, elle a mené une carrière politique éclair entre 2009 et 2015 – trois ans présidente du parlement wallon, trois autres à la coprésidence d'Ecolo – avant de retourner à un certain anonymat : elle est aujourd'hui consultante auprès de la société de com Akkanto, présidente du conseil d'administration de l'université de Namur et professeure à l'UCL. La démission de Nicolas Hulot l'a ramenée à ses réflexions. « Une partie de moi était profondément triste, parce que j'étais convaincue que lui pouvait réussir là où d'autres ont échoué, à faire prendre conscience de l'urgence climatique. Il venait de la société civile mais, dans son parcours, il avait déjà été confronté à la violence des médias et aux compromis avec le monde économique dans le cadre de sa fondation. Cela n'a pas suffi et, durant ces quinze mois au gouvernement, il n'a pas eu la vie facile... »

C'est, dit-elle, le reflet de la difficulté de plus en plus grande du monde politique à agir et à poser des choix clairs. « Quand j'ai décidé de quitter un engagement citoyen pour entrer en politique, plusieurs personnes m'ont mise en garde sur le fait que je devrais faire en permanence l'arbitrage entre des contraintes antagonistes. Le politique est le garant de l'intérêt général. C'est l'urgence climatique, mais c'est aussi l'emploi, le social, il faut trouver en permanence des points d'équilibre acceptables par la population. C'est ça qui engendre une politique de petits pas, de compromis. Le politique est le miroir de nos propres hésitations, de nos contradictions. »

Pour prendre un exemple qui parlera à tous, Emily Hoyos évoque la nécessité de taxer le kérosène, évidente pour des raisons écologiques, mais intenable au vu des réactions populaires lorsque Ryanair décide simplement de faire payer les valises à bord de ses avions. Le ministère de l'Environnement est aujourd'hui un de ceux où il est le plus périlleux de jongler entre les contraires (*lire page 30*). A la présidence du parlement wallon et à la coprésidence d'un parti, Emily Hoyos

a aussi dû jongler, jusqu'à se perdre. « Je ne me demandais plus ce que je pensais, moi, mais ce qui pouvait plaire aux autres. Je perdais de vue l'horizon à long terme. » C'est pour échapper à cette quadrature du cercle qu'elle a quitté la politique.

Redevenue « libre », elle n'est pas pessimiste pour autant. « S'il retourne à sa fondation, Nicolas Hulot se rendra compte qu'il pourra téléphoner à d'importants acteurs économiques et sociaux, en ayant une grande liberté et une capacité réelle d'influence, appuie-t-elle. Aujourd'hui, ce sont tous ceux qui sont engagés dans la société qui peuvent prendre la mesure de l'urgence et agir. Ce sont eux qui peuvent faire lever afin que le monde politique bouge, enfin... Si la société civile envoie un message clair, il prendra les décisions, dans l'heure. » Agissant désormais en coulisses, elle l'espère : il n'est peut-être pas trop tard.

« Réformer en marge de la politique »

Aujourd'hui, l'engagement dans un univers politique sclérosé par son manque de courage, à la traîne du changement et rongé par un populisme latent, ne serait plus la manière la plus efficace de faire bouger les choses. Pour réformer la société, mieux vaudrait donc rester en dehors des formations traditionnelles. Min Reuchamps, professeur de sciences politiques à l'UCL, n'est pas loin de le penser. Tout en rappelant qu'on aura toujours besoin du politique. « Si la politique existe, dans le sens noble du terme, c'est parce qu'elle sert à gérer les inévitables conflits au sein de la société. Nous sommes bien au cœur des rapports de force et du pouvoir, qui peuvent être particulièrement violents. Voilà pourquoi on organise le système politique, par exemple en travaillant avec une majorité et une opposition. Lorsque des personnes venant d'autres mondes le rejoignent ou veulent le changer de l'intérieur, il y a forcément des codes et des modes de fonctionnement qui les perturbent. A fortiori quand, comme Nicolas Hulot, on est davantage un lobbyiste et que l'on se trouve confronté à d'autres lobbyistes. »

En revanche, souligne l'expert, il est possible de faire évoluer le système, notamment par l'entremise de la démocratie participative. « Cela induit la nécessité de considérer que ce ne soit pas un leader éclairé qui décide tout, mais qu'on élabore un processus de décision collectif et partagé. Nous sommes probablement à un moment clé pour notre système politique. La preuve ? De nombreux mouvements nés dans la dynamique du documentaire *Demain* se rebaptisent "Maintenant", pour marquer l'urgence. Il est frappant également de constater que ce travail de réforme s'effectue de plus en plus en marge du système politique classique. Rien n'empêche, en effet, ces groupes de personnes d'agir comme on le voit avec les plateformes citoyennes qui se mettent en place. »

C'est vrai pour des questions concrètes comme l'accueil des réfugiés, la transition énergétique ou la consommation responsable. Ce l'est moins pour lancer une réforme du système politique. En Belgique francophone, les mouvements citoyens qui se structurent depuis les scandales Publifin et Samusocial peinent à trouver leur public. Notre enquête montre notamment combien les responsables dudit système ont mis en place des garde-fous pour se protéger (*lire page 22*). « Ce qui nous manque, ce sont des hommes et des femmes d'Etat, avec une vraie vision à long terme, regrette Donatien d'Hoop, secrétaire général du nouveau parti Oxygène. En somme, il faudrait des responsables politiques qui ne sont pas dans une logique de marchandage et de petits calculs. Le départ de Nicolas Hulot est une triste nouvelle parce qu'il croyait vraiment à ce qu'il faisait, à un poste clé. C'est d'autant plus décourageant qu'on parle de l'avenir de la planète et de nos enfants. Mais on n'a pas le choix... il faut continuer. » ♦